**Chapitre 1**

**Introduction à l’analyse économique.**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

# Introduction.

**Août 2011** : la plupart des Bourses des pays développés et émergents ferment après avoir enregistré une baisse « historique » (selon Jean-Claude TRICHET, président de la Banque Centrale Européenne) de 4% en moyenne en 24 heures. La cause : la dégradation par l’agence de notation Standard & Poors de la dette publique américaine, de la note AAA à la note AA+. Cette dégradation répond aux inquiétudes exprimées par l’agence quant à la capacité des Etats-Unis à rembourser sa dette à moyen terme (environ 14.000 milliards de dollars, un peu moins de 100% de leur PIB annuel).

La perte de valeur des cours des actions et obligations en Bourse laisse présager un ralentissement de l’économie mondiale, voire une récession comme celle qui a frappé la majeure partie des économies occidentales en 2009 – conséquence de la crise financière qui a débuté en septembre 2007 – avec à la clé :

* des restrictions budgétaires de la part des Etats, qui toucheraient essentiellement leurs budgets de fonctionnement et les investissements publics, ainsi que les dépenses sociales,
* une baisse des investissements des entreprises qui auraient plus de difficulté à trouver des financements,
* une hausse du chômage, qui entraînerait à court terme une baisse du revenu disponible global des ménages et un ralentissement de la demande de consommation, et par suite, des ajustements à la baisse de la production des entreprises.

Comment, et par quel mécanisme en est-on arrivé là ? C’est ce que la plupart des gens voudraient comprendre, même s’ils ne sont pas des experts en économie. Pourquoi les experts eux-mêmes semblent-ils incapables de prévoir ces événements, et de prendre à temps les mesures correctrices qui s’imposent ?

La prévision économique est pourtant essentielle :

* elle permet aux entreprises de déterminer leurs stratégies de production et d’investissement,
* elle permet aux Etats de tabler sur un taux de croissance futur pour calculer leurs recettes fiscales à venir, et partant leurs dépenses.
* Elle permet aux ménages d’anticiper l’évolution de leurs revenus futurs, et conditionne ainsi leurs décisions de consommation et d’investissement.

# La science économique : Une analyse à deux niveaux.

Les prévisions sont censées s’appuyer sur une science, la science économique, dont les analyses se font à deux niveaux :

* **Un niveau microéconomique**, où l’on étudie les comportements de l’individu consommateur, producteur, salarié, épargnant, ou investisseur. La microéconomie permet de tirer de l’analyse du comportement d’un individu-type, supposé rationnel, des conclusions que l’on suppose pouvoir généraliser à l’ensemble des individus. Le champ d’analyse privilégié par la microéconomie est le marché, des biens, des services, du capital ou du travail, où s’expriment et se confrontent les décisions individuelles.

La microéconomie se propose par exemple d’expliquer :

* Pourquoi le consommateur a tendance à réduire sa demande lorsque le prix du bien convoité augmente,
* Pourquoi l’épargnant a tendance à placer une plus grande part de son revenu sur des comptes d’épargne ou sur les marchés financiers lorsque les taux d’intérêt augmentent,
* Pourquoi en revanche l’entrepreneur a tendance à réduire ses projets d’investissement dans ce cas, mais à accroître son offre de produits lorsque leur prix de vente augmente…
* **Un niveau macroéconomique**, qui étudie les relations qui s’établissent entre des variables économiques globales – ou agrégats – telles que la production, la consommation, l’investissement, le revenu, l’inflation ou le chômage. L’outil d’analyse privilégié de la macroéconomie est le circuit économique, qui permet d’illustrer les relations entre ces différentes variables.

La macroéconomie se propose par exemple d’expliquer :

* Quel est l’impact sur le revenu des agents économiques du niveau de consommation des ménages,
* Si le niveau du taux d’inflation a une influence sur le taux de chômage – ou réciproquement -, et laquelle,
* Quelles sont les conséquences sur la croissance de la production d’un accroissement – ou à l’inverse d’une réduction – des dépenses publiques…

# La modélisation en économie.

A l’instar des physiciens, les économistes cherchent à établir des lois objectives qui puissent être confrontées aux faits. Ils se proposent pour cela d’élaborer des modèles, c’est-à-dire des représentations simplifiées de la réalité visant à expliquer les phénomènes économiques.

Les définitions et les hypothèses à partir desquelles sont élaborés ces modèles doivent être confirmées ou infirmées par l’observation de la réalité : la difficulté réside dans le fait qu’il est impossible, comme le fait le physicien, d’expérimenter un modèle en laboratoire. L’économiste se contente de tester les lois économiques au moyen d’outils mathématiques et statistiques : c’est l’objectif de l’***économétrie***, l’une des branches de la science économique, que L’INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) utilise largement pour valider des hypothèses et effectuer des prévisions quantitatives.

# L’objet de la science économique.

Le terme « Economique » trouve son origine dans les mots grecs *nomos* (lois), et *oikos* (maison). Dans l’Antiquité, l’économie avait pour objet la gestion d’un domaine et des affaires domestiques.

A partir du milieu du XVIIIème siècle, l’économie devient une « science », dont l’objet est l’étude des moyens permettant la multiplication – l’accumulation – des richesses dont dispose une nation. Cela implique l’étude de la « manière dont se forment, se distribuent et se consomment » ces richesses (Jean-Baptiste SAY).

**Science des richesses**, l’économie est en même temps une **science des choix** : en effet, les richesses sont produites et achetées dans le but de satisfaire des besoins, dans un monde où les ressources permettant de combler ces besoins sont rares. Les individus sont donc obligés de faire des choix :

A quels types de productions consacrer ces ressources rares ? Quels biens ou services de consommation acquérir avec un revenu par nature limité ? A quelles productions ou consommations faut-il en même temps renoncer ?

C’est aussi une **science de l’échange** : les individus et les peuples étant dans l’incapacité de subvenir par eux-mêmes à l’ensemble de leurs besoins, l’échange est au centre de l’analyse économique :

Dans quel(s) cadre(s) s’effectuent ces échanges ? L’échange peut-il être profitable à l’ensemble des partenaires ? Sur quelles bases ? Quelles sont les lois qui en déterminent les conditions ?

# Un peu d’histoire de la pensée économique…

On peut même affirmer que, dans nos sociétés, la majeure partie des relations sociales a pris les formes de l’échange monétaire, au point que l’on parle de « marchandisation » d’un nombre croissant d’aspects de la vie sociale.

Le phénomène de la mondialisation a aggravé cette tendance, ce qui conduit à évoquer le caractère impérialiste de la pensée économique : au début des années 90, un petit nombre d’économistes autour du Prix Nobel Gary Becker a représenté l’idée que l’analyse coûts-avantages et le modèle d’optimisation sous contrainte, caractéristiques de la théorie néo-classique, étaient capables de décrire et d’expliquer rationnellement les comportements des individus dans tous les aspects de leur vie, rendant ainsi superflues les autres sciences humaines.

Il n’y a cependant pas, en économie, de « pensée unique », même si au cours des siècles ou des décennies, tel ou tel courant a pris le pas sur les autres. Si l’on s’en tient aux débuts de la Révolution Industrielle :

* La seconde moitié du 18ème et la première moitié du 19ème siècle voient l’émergence de la pensée économique moderne, avec **l’école Classique**, dont les principaux représentants sont Adam SMITH, David RICARDO, MALTHUS, et Jean-Baptiste SAY.
* De la seconde moitié du 19ème siècle à la fin des années 1930, **la pensée néo-classique** s’impose dans la ligne de la pensée classique : elle met l’accent sur la liberté en matière économique, et se caractérise essentiellement par une formalisation mathématique beaucoup plus poussée des comportements des agents économiques et la recherche des conditions d’un équilibre général des marchés. Les représentants les plus illustres du **« libéralisme » néo-classique** sont Léon WALRAS (Ecole de Lausanne), Carl MENGER (Ecole Autrichienne) et Stanley JEVONS (Ecole Anglaise).
* La recherche de solutions à la crise de 1929 met au premier plan **la Théorie Générale de John Maynard KEYNES** : pendant toute la durée des 30 Glorieuses, tous les hommes politiques, tous les économistes, seront à des degrés divers keynésiens.
* Les conséquences des crises du pétrole de 1973 et 1979, en particulier le ralentissement sensible de la croissance et la persistance simultanée d’un chômage massif et de taux d’inflation élevés dans la plupart des pays occidentaux, ont été la démonstration, pour certains d’entre eux, de l’inefficacité du modèle keynésien : au début des années 80, **la pensée néo-classique** reprend le dessus, dans une version épurée et sans nuances – voire caricaturale - , réactualisée et adaptée aux structures économiques de la seconde moitié du 20ème siècle, que l’on qualifie de **« néo-libéralisme »**.
* La crise financière de 2007-2008 et la récession mondiale qu’elle a provoquée, l’intervention massive des Etats pour éviter l’effondrement du système financier mondial, ont entraîné un retour en force de la pensée keynésienne, contrecarré par une vigoureuse réaction des économistes néo-libéraux. Les deux courants s’affrontent sur de nombreux sujets : par exemple, pour les économistes libéraux, si le chômage est trop élevé, c’est que le coût du travail l’est aussi, que les charges patronales sont trop lourdes, et que l’Etat et les syndicats rendent le marché du travail trop rigide ; pour les économistes keynésiens, le chômage est le résultat d’une mauvaise répartition des richesses, qui freine la progression des salaires et de la demande de consommation.
* Enfin, **des courants alternatifs** posent plus fondamentalement la question de la perpétuation du modèle de développement dominant : l’épuisement prévisible de certaines ressources naturelles, la dégradation de l’environnement, les dégâts humains et sociaux que ce modèle a engendrés, l’aggravation des inégalités dans la répartition des richesses à l’échelle mondiale, l’incapacité de ce modèle à assurer une alimentation correcte à l’ensemble des habitants de la planète, exigent vraisemblablement que l’on change de modèle… exigence qui se heurte bien évidemment à la résistance de ceux qui sont les principaux bénéficiaires du modèle actuel…

# Une économie humaine ?

*« […] La seule finalité de l’économie est le bien-être des hommes, à commencer par celui des plus démunis. Et, par bien-être, il faut entendre la satisfaction de tous les besoins des hommes ; pas seulement ceux que comblent les consommations marchandes, mais aussi l’ensemble des aspirations qui échappent à toute évaluation monétaire : la dignité, la paix, la sécurité, la liberté, l’éducation, la santé, le loisir, la qualité de l’environnement, le bien-être des générations futures, etc.*

*Corollaires de cette finalité, les méthodes de l’économie humaine ne peuvent que s’écarter de l’économisme et du scientisme de l’économie mathématique néo-classique qui a joué un rôle central au XXème siècle. L’économie humaine est l’économie d’un homme complet (dont l’homo œconomicus de la pensée néo-classique ou néo-libérale n’est qu’une caricature), d’un homme qui inscrit son action dans le temps (et donc l’histoire), sur un territoire, dans un environnement familial, social, culturel et politique déterminé ; un homme animé par des valeurs et qui ne résout pas tout par le calcul ou l’échange, mais aussi par l’habitude, le don, la coopération, les règles morales, les conventions sociales, le droit, les institutions politiques, etc.*

*L’économie humaine est donc une économie historique, politique, sociale, et écologique. Elle ne dédaigne pas l’usage des mathématiques comme un langage utile à la rigueur d’un raisonnement, mais refuse de cantonner son discours aux seuls cas où ce langage est possible. Au lieu d’évacuer la complexité des sociétés humaines (qui ne se met pas toujours en équations), l’économie humaine s’efforce de tenir un discours rigoureux intégrant cette complexité ; elle préfère la pertinence à la formalisation, elle revendique le statut de science humaine, parmi les autres sciences humaines, et tourne le dos à la prétention stérile d’énoncer des lois de la nature à l’instar des sciences physiques.*

*Le projet de l’économie humaine est un projet ancien, tant il est vrai que nombre des fondateurs de la science économique ont pensé celle-ci comme une science historique, une science sociale, une science morale ou encore psychologique. Mais ce projet est aussi un projet contemporain qui constitue le dénominateur commun de bien des approches (celle des post-keynésiens, des institutionnalistes, de l’école de la régulation, de la socioéconomie, etc.) et de nombreuses recherches (en économie du développement, de l’environnement, de la santé, des institutions, en économie sociale, etc.)[…] ».*

*(Jacques GENEREUX)*